

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/CTE/W/2

16 février 1995

(95-0331)

Comité du commerce et de l'environnement

Original: espagnol

## COMMUNICATION DU CHILI

La délégation du Chili désire appeler l'attention du Comité du commerce et de l'environnement sur le rôle primordial que joueront à l'avenir les rapports de groupes spéciaux dans les cas où il y a chevauchement entre, d'une part, les règles de l'Accord général, les codes du GATT et les nouvelles dispositions des Accords du Cycle d'Uruguay qui les modifient et, d'autre part, l'ensemble considérable de lois internationales sur la protection de l'environnement qui sont apparues ces dernières années.

Bien que l'on ait porté beaucoup d'intérêt aux arrangements institutionnels futurs qui régiront la relation entre le système commercial multilatéral et le grand nombre d'accords et de politiques dans le domaine de l'environnement, le Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques du Comité préparatoire de l'OMC ayant décidé que le Conseil général de l'Organisation est l'organe compétent pour décider du genre de liens de coopération à établir avec le Système des Nations Unies, la difficulté de faire concorder les deux grands ensembles de droit qui régissent le commerce et l'environnement respectivement, à travers la jurisprudence découlant des procédures de règlement des différends, n'a pas été suffisamment étudiée.

En ce qui concerne les aspects de fond de la relation susmentionnée, la délégation autrichienne a présenté un excellent document (TRE/W/19) qui a été enrichi par les apports des délégations qui sont intervenues au cours du débat.

Néanmoins, cette approche pourrait être élargie de manière à inclure les effets que l'ensemble de principes de droit découlant des procédures de règlement des différends aura sur les développements du thème du commerce et de l'environnement.

La crédibilité des accords qui constituent la structure de la nouvelle Organisation mondiale du commerce repose sur un système de règlement des différends capable de vérifier et de garantir le respect des principes, normes et disciplines qui soutiennent le système commercial multilatéral. Le Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends établit un mécanisme automatique doté d'une plus grande transparence, qui prévoit un organe d'appel, des délais fixés à l'avance et une application effective, laquelle ne peut être limitée que par un consensus négatif.

Bon nombre des critiques dont a fait l'objet le système des groupes spéciaux du GATT traduisent une méconnaissance des équilibres sur lesquels repose le Mémoire d'accord. Le recours à un groupe spécial n'est pas considéré comme acquis ni encouragé tant que tous les autres moyens de consultation visant à arriver à une solution mutuellement acceptable n'ont pas été épuisés.

Les droits des pays en développement d'invoquer la Décision d'avril 1966 des PARTIES CONTRACTANTES sont tout particulièrement protégés.

Non seulement les droits des parties concernées sont protégés, mais aussi ceux de tous les membres de l'OMC, à travers la possibilité d'appel qui a pour objet de garantir une interprétation cohérente des accords, et de par les fonctions assignées au Président de l'Organe de règlement des différends en cas de conflit entre les règles des divers accords qui constituent la structure de l'OMC.

Enfin, le niveau réglementaire de rétorsion est défini et soumis à une surveillance multilatérale. Il est possible de recourir à l'arbitrage en cas de divergences concernant la proportionnalité des mesures prises et du dommage subi par suite des violations commises.

La plupart des accords environnementaux internationaux comportent des dispositions relatives au règlement des différends, mais beaucoup d'entre eux soulignent l'importance de la conciliation, de la consultation et de la coopération.

Il n'y a eu en réalité dans ce domaine qu'un très petit nombre de cas où il a été recouru aux procédures obligatoires du règlement des différends, et encore moins dans le domaine de l'application de mesures commerciales en vertu des accords susmentionnés. Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles les Etats parties à ces accords continuent de préférer la négociation collective à l'arbitrage individuel.

Si l'on envisage l'avenir, on peut imaginer que le droit environnemental international s'étoffera de plus en plus, que l'activité normative sera prédominante et qu'il y aura un ensemble restreint de principes de droit découlant d'organes juridictionnels auxquels les pays s'efforceront de ne pas recourir.

En revanche, avec le développement croissant des échanges commerciaux, il restera nécessaire de recourir aux organes et mécanismes prévus par le Mémoire d'accord. L'effet combiné d'une plus grande activité normative dans le domaine de la protection de l'environnement et de la casuistique qui prévaut dans la pratique du GATT, comme dans celle que suivra la future OMC, a conduit certains experts à penser que les conflits et contradictions pourraient être plus grands à l'avenir.

Nous avons cependant un point de vue différent. En effet, sur le plan des principes, la Déclaration de Rio et Action 21 de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement ont consolidé les bases sur lesquelles la conduite des Etats devrait reposer, faisant ressortir l'harmonie fondamentale entre le système commercial multilatéral et les actions que les membres de la communauté internationale peuvent ou doivent entreprendre pour protéger l'environnement et encourager le développement durable.

Le Secrétaire général des Nations Unies a insisté sur l'importance historique de l'entrée en vigueur de la Convention sur le droit de la mer. A ce sujet, il est extrêmement important de souligner que la Convention reconnaît explicitement l'autorité de l'Accord général. Il est indiqué ce qui suit à la section 6 de l'Accord relatif à l'application de la Partie XI, intitulée Politique en matière de production:

- "Les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, ses codes pertinents et les accords destinés à leur succéder ou à les remplacer s'appliquent s'agissant des activités menées dans la Zone (Zone internationale des fonds marins).
- Les activités menées dans la Zone ne sont pas subventionnées, sauf dans la mesure où les accords visés à l'alinéa b) l'autorisent (GATT, codes et accords qui leur succéderont). Aux fins des présents principes, les subventions sont définies comme dans les accords visés à l'alinéa b).

- Il n'est pas fait de discrimination entre les minéraux extraits de la Zone et ceux provenant d'autres sources.
- Si les Etats Parties concernés sont parties auxdits accords (GATT et Accord sur l'OMC), ils ont recours aux procédures de règlement des différends qui y sont prévues.
- Si un ou plusieurs Etats Parties concernés ne sont pas parties auxdits accords, ils ont recours aux procédures de règlement des différends prévues dans la Convention."

Dans ce dernier cas, s'agissant de l'application des procédures définies dans la Partie XV de la Convention sur le droit de la mer et compte tenu du fait que les règles du GATT et de l'OMC s'appliquent dans une large mesure aux activités de production menées dans la Zone internationale des fonds marins, il est évident que l'arbitre ou le tribunal choisi par les parties au différend devra appliquer les règles du GATT/OMC en tant que droit positif.

Il s'agit à notre avis d'un important précédent qui indique un moyen utile de concilier les intérêts de la protection de l'environnement et ceux du système commercial multilatéral.

Les modifications apportées à la Partie XI de la Convention sur le droit de la mer visent à assurer que les producteurs marins ne bénéficient pas d'avantages compétitifs artificiels par rapport aux producteurs terrestres, ce qui protège en même temps l'environnement marin des conséquences d'une production subventionnée et non contrôlée. A cet effet, l'Autorité internationale des fonds marins établira les règles correspondantes, mais il est significatif que l'on ait attribué au GATT/OMC et aux mécanismes de règlement des différends prévus dans le Mémoire d'accord la principale fonction de réglementation de toutes ces activités à travers le règlement de tout différend en la matière, conformément aux règles du GATT/OMC.

Il nous semble que l'approche adoptée dans la Convention sur le droit de la mer présente plusieurs avantages, et notamment les suivants:

1. Bien qu'il ne lui ait pas été donné compétence en ce qui concerne les aspects environnementaux de la Convention sur le droit de la mer, pour lesquels il existe des dispositions spécifiques relatives au règlement des différends, le GATT/OMC est bien compétent en matière commerciale, même pour les pays qui ne sont pas signataires de l'Accord général.
2. Il s'agit là d'un mécanisme qui assurerait la convergence des divers accords environnementaux et de l'Organisation mondiale du commerce et qui établirait des liens entre ces accords et l'Organisation.
3. A cet effet, il distingue les cas où les parties à un différend ne sont pas toutes signataires des accords respectifs.
4. Il préserve les sphères de compétence des accords, ce qui supprime les problèmes liés au chevauchement ou à la coexistence de plusieurs juridictions.

Ce point pourrait être retenu dans la documentation que le Secrétariat doit établir pour la poursuite de nos travaux en 1995. La délégation chilienne propose d'établir un programme pour les travaux futurs dans ce domaine. Certaines des interrogations et questions pertinentes qu'il conviendrait d'analyser sont énumérées ci-après:

1. Examen du parallélisme qui existe entre les systèmes de règlement des différends dans le domaine de l'environnement et dans le domaine commercial. En principe, il semblerait que des concepts tels que la notification des mesures, la consultation préalable, la conciliation, l'enquête, la médiation et le recours à l'arbitrage soient des éléments communs dans l'un et l'autre domaines. Néanmoins, les mécanismes prévus dans le Mémoire d'accord auront probablement une application plus vaste que les systèmes de règlement des différends dans le domaine de l'environnement.
2. Dans ce contexte, les différends commerciaux qui surviennent dans le cadre des règles énoncées dans les accords environnementaux devraient-ils tous être soumis aux procédures de règlement des différends du Mémoire d'accord, ou seulement ceux dans lesquels un Etat a outrepassé les règles de l'accord en imposant des normes environnementales plus rigoureuses qui affectent les courants d'échanges?
3. Dans l'un ou l'autre cas, les parties au différend, lorsqu'il s'agira d'établir le mandat des groupes spéciaux respectifs, pourraient-elles inclure les règles commerciales pertinentes de l'accord environnemental?
4. Dans l'affirmative, les groupes spéciaux établiraient-ils une sorte de jurisprudence pour les accords environnementaux en question ou en donneraient-ils une interprétation?
5. Dans la négative, compte tenu du fait que les décisions rendues par les groupes spéciaux sont ponctuelles et relèvent de la casuistique, en serait-il de même pour l'organe d'appel?
6. Par ailleurs, conviendrait-il d'envisager d'exclure ou de limiter le recours à l'organe d'appel dans les différends à la fois environnementaux et commerciaux, afin d'empêcher que l'organe établi dans le cadre d'un instrument ne statue sur l'application de règles énoncées dans un autre instrument international?
7. Dans l'affirmative, si le recours à l'organe d'appel devait être limité, sa fonction générale qui est de préserver l'unité et la cohérence des règles de l'OMC et de ses composantes ne s'en trouverait-elle pas affaiblie?
8. Afin d'éviter ce genre de problème, et compte tenu de la tendance du droit international à préserver l'autonomie des fins, la meilleure solution ne serait-elle pas l'arbitrage que prévoit le Mémoire d'accord, étant donné que les parties ont beaucoup de flexibilité pour déterminer la procédure qui leur convient le mieux?
9. Comment peut-on éviter la recherche de l'instance la plus appropriée et la coexistence de différends parallèles à l'OMC et dans le cadre de l'accord environnemental respectif?

Ces questions n'ont qu'une valeur exemplative et ne prétendent pas couvrir toutes les possibilités qui s'accroissent à mesure que les différends augmentent en nombre, en diversité et en complexité. La plus grande spécialisation des personnes faisant partie des groupes spéciaux, les fonctions du Secrétariat, l'accès à la documentation et aux bases de données, la structure mieux organisée et mieux définie des procédures de règlement des différends, la possibilité d'obtenir l'avis technique d'experts, les autres solutions prévues pour régler les différends et un système d'appels sont tous des éléments qui devraient permettre au Mémoire d'accord de répondre aux nouveaux défis.

Néanmoins, nous allons franchir l'étape qui nous fera passer du système plus ou moins autonome des règles du GATT/OMC à un système qui prend progressivement en compte les progrès du droit environnemental et la conciliation de ce droit avec les principes du système commercial multilatéral. Dans ce processus, l'important précédent établi par la Convention sur le droit de la mer, qui transfère au GATT/OMC ses compétences pour tout ce qui concerne les subventions et pratiques commerciales restrictives, est un point de départ intéressant à partir duquel il conviendrait d'examiner toutes les possibilités.